

Extension du CSMR Les Lauriers
2bis, Avenue de la Résistance, 33 310 Lormont

MAITRISE
D'OUVRAGE

UGECAM AQUITAINE
100 Rue de la Tour de Gassies
CS 10003
33 523 Bruges



MAITRISE
D'OEUVRE

Atelier gotham
297 Av de la République
33 200 Bordeaux
06 71 07 47 80



Cahier des Clauses Techniques Particulières
LOT 15 DESAMANTAGE

REFERENCE

15

		PHASE	FORMAT	DATE
		DCE	A4	02-12-2024
Indice	Date	Sommaire des modifications		
A				
B				
C				

LOT n° 15 DESAMANTAGE

1 PREAMBULE	3
1.1 Étendue des travaux	3
1.2 Liaisons avec les autres corps d'état	3
1.3 Réception des supports	3
1.4 Méthodologie de désamiantage	3
1.5 Circuit d'amenée et d'évacuation hors du site des matériaux	3
1.6 Dossier des ouvrages exécutés - Pour Mémoire	3
1.7 Nettoyage - Pour Mémoire	4
2 DESCRIPTION DES TRAVAUX	4
2.1 Ouvrages contenant de l'amiante	4

1 PREAMBULE

Voir PREAMBULE commun à tous les corps d'état

1.1 Étendue des travaux

Réalisation des travaux de désamiantage pour l'extension du CSMR les Lauriers à Lormont. D'une manière générale, tous ces travaux comprennent la fourniture et la mise en œuvre des matériaux ainsi que les moyens matériels permettant leur réalisation. L'entreprise aura pour obligation d'exécuter outre les travaux décrits au CCTP ou représentés sur les plans, toutes autres prestations non définies mais rendues nécessaires pour le parfait achèvement des ouvrages selon les règles de l'art de construire.

Classement de l'établissement : 3eme catégorie Uh

1.2 Liaisons avec les autres corps d'état

Du fait de la qualification, il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation de son marché, compte tenu des précisions du C.C.T.P. en ce qui concerne la nature et la qualité des subjectiles et l'état de finition recherché.

Les travaux de ce corps d'état seront exécutés en étroite liaison avec les autres entreprises et notamment de plâtrerie, menuiserie, plomberie et revêtements de sols.

1.3 Réception des supports

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra s'assurer de la conformité des subjectiles aux dispositions du marché et à celles des documents approuvés par le Maître d'œuvre.

Au cas où il constaterait des différences, ou si l'état du chantier n'est pas conforme aux spécifications du D.T.U., il devra signaler au Maître d'œuvre pour décision au moins vingt jours avant la date prévue de ses travaux. S'il néglige cette formalité; il restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

1.4 Méthodologie de désamiantage

L'entreprise commencera par les étages supérieurs, puis descendra dans les niveaux.

1.5 Circuit d'amenée et d'évacuation hors du site des matériaux

Ce circuit sera précisé par la Mairie en phase travaux en fonction notamment de l'avancement d'éventuels chantiers concomitants (travaux de construction en général sur la commune de Bordeaux).

Il devra être scrupuleusement respecté par l'entreprise et entretenu par celle-ci si nécessaire.

1.6 Dossier des ouvrages exécutés - Pour Mémoire

L'Entrepreneur, en fin de travaux, devra l'établissement et la fourniture du Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) dont le détail de la constitution lui sera précisé par le Coordonnateur SPS.

Il comprendra notamment :

- un sommaire détaillant l'ensemble des documents remis,
- les plans de coffrage et de ferrailage (format papier + version informatique sur AUTOCAD),
- les notes de calculs,
- les caractéristiques complètes des matériaux et matériels.

Sauf prescription plus contraignante dans les pièces du marché, 3 exemplaires papier + 1 sur CD seront fournis au Maître d'œuvre.

L'entreprise devra fournir dans son mémoire technique qu'elle joindra à son offre les filières qu'elle a retenues pour le traitement des déchets liés au désamiantage des bâtiments.

Les bordereaux de suivi de ces déchets et d'acceptation par les centres ou filières en question, seront transmis aux Maîtres d'Ouvrage et d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement du chantier et rangés dans un classeur disponible en cabane de chantier.

1.7 Nettoyage - Pour Mémoire

Chaque entreprise aura à sa charge le nettoyage et l'évacuation de ses gravats du chantier pour ce qui la concerne.

Chaque entreprise pourra mettre des bennes à gravats sur le chantier cependant elle en assurera elle-même les rotations et les demandes d'autorisations de voirie si nécessaire.

L'entrepreneur devra l'évacuation des gravois aussi souvent que nécessaire.

Chaque entreprise a à sa charge le nettoyage de ses ouvrages et l'amenée de ses déblais, et ceci au fur et à mesure de leur production. Un nettoyage bi hebdomadaire du chantier devra être réalisé par les entreprises.

Le titulaire du lot GROS OEUVRE aura à sa charge intégrale le nettoyage des abords de chantier, des accès et des voiries, au minimum une fois par semaine et autant de fois que le Maître de l'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre le jugeront nécessaire.

Le Maître de l'Ouvrage ainsi que la Maîtrise d'œuvre se réservent le droit, si elles jugent le chantier dans un état de propreté non satisfaisant, de faire procéder à un nettoyage par une entreprise qu'elles auront choisi et dont le coût financier sera réparti au prorata des entreprises présentes au moment sur le site.

En fin de chantier, chaque corps d'état doit livrer ses appareils ou ouvrages en parfait état de propreté et de fonctionnement avec les attestations ou procès-verbaux de réception dûment établis.

2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1 Ouvrages contenant de l'amiante

2.1.1 Présentation

Un rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante est joint au présent dossier. Il s'agit du rapport réalisé par ALPES CONTROLES référencé

A10B243Q/001-1/UNION GEST ETS CAISSE ASSUR MALAD AQUITA/AMI-TRAV/JOR en date du 15/10/2024. Il confirme la présence d'amiante sous différentes formes.

La dépose des matériaux contenant de l'amiante, et matériaux associés car réputés "pollués", est à la charge de l'entreprise. Elle sera effectuée conformément aux prescriptions du coordonnateur SPS et dans le respect de la réglementation.

L'entreprise prendra en compte la réglementation mise à jour au 1er Juillet 2015 sur la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) fixée à 10 fibres d'amiante par litre d'air inhalé sur huit heures de travail.

Les travaux de dépose / évacuation devront respecter scrupuleusement la réglementation en vigueur concernant l'amiante.

Les matériaux qui étaient collés à un support contenant de l'amiante seront eux aussi traités comme des matériaux amiantés.

Aucun complément de rémunération ne sera accepté pour traitement de surface supérieure à celle calculée par l'entreprise.

Nota :

- Si l'entreprise découvre de l'amiante dans des zones qui ne figurent dans aucun des rapports de repérage, elle devra cesser ses travaux dans les zones suspectées et avertir immédiatement le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.
- Un avenant au plan de retrait, suivant la nature des matériaux découverts et leur localisation, sera produit et diffusé aux services instructeurs par l'entreprise dans les plus brefs délais.
- Tout retard de chantier généré par une fausse alerte devra être rattrapé par l'entreprise. Elle se devra alors de mettre en œuvre tous les moyens (humains et techniques) pour le rattraper, à ses frais.

2.1.2 Textes et règlements en vigueur

La liste des textes et règlements relatifs aux travaux de désamiantage figurant ci-après n'est ni exhaustive ni limitative.

- Arrêté du 14 mai 1996 : règles techniques sur le confinement et le retrait de matériaux contenant de l'amiante
- Circulaire du Ministère de la Santé DGS/VS3/94 n° 70 du 15 Septembre 1994
- Article 4 bis du décret n° 92.634 du 6 juillet 1992 rappelé par le décret n° 96.98 du 7 février 1996 définissant notamment le plan de retrait, la formation et le suivi médical du personnel de l'entreprise
- Circulaire du 9 janvier 1997 relative aux déchets en amiante ciment
- Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition
- Décret n° 88-466 du 28 avril 1988, modifié, pour ce qui concerne, notamment, l'étiquetage des conditionnements contenant de l'amiante
- Le Code du Travail

Les incidences de prix dues à la présence d'amiante dans les ouvrages seront comprises dans l'offre de l'entreprise.

Nota : l'entreprise titulaire fournira au Maître d'œuvre, pendant l'instruction de son plan de retrait, l'attestation fournie par son assurance prouvant qu'elle est couverte contre

tous les risques liés à l'activité de désamiantage (contamination de son personnel, propagation dans l'environnement d'amiante, etc.).

2.1.3 Plan de retrait

L'entreprise est tenue d'établir un plan de retrait qui sera soumis, pour avis, aux organismes de contrôle selon le Décret n° 96-98 du 7 février 1996. Il devra être établi dans les 5 jours calendaires suivant la passation de la commande, et comprendra notamment les éléments suivants :

- Identification de l'opération et caractéristiques de l'intervention.
- Coordonnées des intervenants.
- Description détaillée du mode opératoire de dépose pour chaque matériau contenant de l'amiante.
- Description du circuit "déchets "(organisation physique et administrative).
- Caractéristiques des matériels utilisés.
- Description des protections individuelles.
- Présentation du registre de chantier.

2.1.4 Protection des travailleurs

Le démontage des éléments en amiante devra s'effectuer, sans casser, poncer, meuler ou utiliser un procédé dégageant des poussières amiantées.

Aussi, sous réserve de l'accord effectif des organismes de contrôle, la protection des travailleurs qui sera retenue comprendra au minimum :

- Combinaison étanche (type TYVEX) à la pénétration des poussières d'amiante, facilement décontaminable,
- Protection respiratoire par un masque intégral à ventilation assistée.

Les autres équipements de protection jetables sont :

- Les gants
- Les sur-bottes
- Les combinaisons de catégorie III type 5 & 6 (protection contre les particules chimiques solides en suspension dans l'air et les pulvérisations liquides)
- Le ruban adhésif de maintien aux jointures (poignets, chevilles, autour de l'équipement de protection respiratoire)

Les équipements de protection lavables sont notamment les bottes de sécurité.

Le Chef de SAS sera équipé de :

- une combinaison jetable de catégorie III type 5 & 6,
- un masque FFP3,
- bottes de sécurité,
- gants.

Les opérateurs s'habillent avec la collaboration du chef de SAS qui autorise l'accès en zone après vérification des points suivants :

- L'opérateur est rasé,
- La combinaison jetable est scotchée autour du masque.

Si l'équipement du personnel de l'entreprise est jetable, il devra l'être complètement (des pieds aux mains et à la tête, y compris les sous-vêtements), et cela à chaque fois qu'il pénétrera dans la zone confinée.

L'aspect étanchéité pourra être complété par des rubans adhésifs aux jointures, poignets, col, etc.
Ils seront traités comme des déchets contaminés et éliminés comme tels.

2.1.5 Groupe électrogène

L'entreprise aura sa charge l'installation d'un groupe électrogène nécessaire au désamiantage pendant la durée des travaux de désamiantage. L'ensemble des frais sera à la charge du lot désamiantage.

2.1.6 Protection de l'environnement

La dépose des éléments contenant de l'amiante nécessite des travaux préparatoires de nettoyage, balisage et confinement de la zone d'intervention.

Un sas, avec mise en place de polyane doublé et tendu par exemple, sera créé autour de la zone d'intervention. Il sera mis en dépression par rapport à l'extérieur.

Un sas à trois alvéoles sera installé, avec douche dans celle du milieu. Prévoir la filtration des effluents (liquides pour douches ou gazeux pour sas) par filtre à mailles adaptées avant rejet dans l'environnement.

Nota 1 : tous les matériaux contaminables (moquette, etc.) situés dans le sas seront également confinés dans du polyane avant évacuation.

Nota 2 : préalablement à chaque fin de travaux dans une cage, l'entreprise de désamiantage fournira à la maîtrise d'œuvre un document attestant du retrait de l'intégralité des éléments contenant de l'amiante, sans qu'il ne subsiste une partie de conduit ou canalisation en nez de plancher, une partie de dalles de sol amiantée ou de colle sur le plancher, une fenêtre avec joints amiantés, etc

.

2.1.7 Eléments en amiante ciment et fibro ciment

Un principe consiste à :

- mettre en sécurité et baliser la zone d'intervention,
- mise en place des moyens d'accès adaptés,
- déposer les menuiseries extérieures,
- déposer les éléments en amiante (conduits, canalisations, gaines, colonnes, etc.) un par un,
- aspirer les poussières avec un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité
- descendre les éléments pour conditionnement (big-bags, palettes, etc.)
- déposer les plinthes,
- évacuer vers le centre de tri adapté.

Pendant toutes ces opérations, les éléments ne seront ni cassés ni dégradés par meulage, perçage ou autre procédé dégageant des poussières.

Localisation (Cf. plans de repérage ALPES CONTROLES :

Zone	Local	Element	Matériau	Justificatif
RDC	Sanitaires	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de faïence	par analyse du prélèvement n°15
RDC	Sanitaires	Murs et cloisons maçonnés	Enduit plâtre cloison	par analyse du prélèvement n°12
RDC	Sanitaires	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle blanche de plinthe	par analyse du prélèvement n°9
RDC	Sanitaires	Murs et cloisons maçonnés	Enduit peint	par analyse du prélèvement n°11
RDC	Circulation	Murs et cloisons maçonnés	Enduit peint	Document
RDC	local stockage	Murs et cloisons maçonnés	Enduit peint	idem par analyse du prélèvement n°11
Extérieur	Façade	Menuiseries extérieures	Mastic	par analyse du prélèvement n°22
Extérieur	Façade	Plafonds	Enduit lisse	par analyse du prélèvement n°20

Zone présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO)

N° ZPSO	Élément témoin	Ouvrage de référence	Sondages et prélèvements complémentaires (1)	Etendue de la localisation	ZPSO contenant de l'amiante
Z1	P1: Dalle minérale	Faux-plafonds		RDC - * Salle polyvalente - * Circulation - * Sanitaires	Absence d'amiante
Z2	P11: Enduit peint	Murs et cloisons maçonnés		RDC - * Sanitaires - * local stockage	Présence d'amiante

2.1.8 Colles, mastic et enduit

Un principe consiste à :

- Mettre en sécurité et baliser la zone d'intervention,
- Obturer les ouvrants,
- Installer l'extracteur d'air,
- Mise en place du sas 3 compartiments,
- Mise en place de bâches et polyane sur murs et plafonds,
- Allumer l'aspirateur THE,
- Déposer les revêtements muraux (faïence ou plinthe) avec un outil adapté : un premier opérateur manipule l'outil tandis qu'un second l'assiste vis-à-vis de la gestion de l'aspirateur THE,
- Poncer / déposer la colle ou enduit amiantés avec un outil adapté : un premier opérateur manipule l'outil tandis qu'un second l'assiste vis-à-vis de la gestion de l'aspirateur THE,
- Déposer le sac de l'aspirateur et le fermer avec une attache en plastique ou par un "col de cygne",
- Conditionner le sac de l'aspirateur dans un sac "Amiante" fermé par un "col de cygne",
- Évacuer à l'avancement des sacs de déchets vers l'aire de stockage : hors de la zone de travail, conditionner les sacs en big-bag.
- En fin de poste : éteindre les outils (si électriques) en 1er puis l'aspirateur THE.
- En fin de journée : nettoyage de la zone d'intervention par aspiration à filtration absolue.
- En fin d'intervention : nettoyage de la zone par aspiration à filtration absolue.
- Fixation des poussières sur le confinement (pulvérisation de surfactant),
- Décontamination de l'outillage par essuyage avec des chiffons humides et aspiration THE,

- Examen visuel de fin des travaux (Code du Travail Art. R4412-134) : inspection de la zone des travaux et des zones susceptibles d'avoir été polluées,
- Analyse libératoire,
- Dépose des éléments de protection et de confinement suivant résultat de l'analyse libératoire,
- Conditionner à l'avancement des travaux les carreaux de faïence dans un 1er sac puis dans un 2nd sac (étiqueté "amiante" et fermé par un "col de cygne")
- Évacuer à l'avancement des travaux les carreaux de faïence vers une aire de stockage
- Conditionner les sacs en big-bag étiquetés "amiante"

Un point d'arrêt est marqué par l'entreprise pour "réceptionner" les pièces et estimer qu'elles sont correctement "désamiantées" :

- La Maîtrise d'œuvre est prévenue en fin d'opération pour qu'elle effectue un contrôle visuel.
- L'entreprise a à sa charge d'effectuer des contrôles de l'air, envoyés pour analyse dans un laboratoire indépendant, qui mesurera la quantité de poussières en suspension et se prononcera, par rapport aux valeurs maximales acceptées.

2.1.9 Déchets

Après démontage et conditionnement, les matériaux contenant de l'amiante devront être évacués en tenant compte des prescriptions suivantes :

- Manipulation évitant leur casse et la formation d'éléments fins.
- Mise en palettes d'environ 500 kg, emballées sous film polyane étanche et cerclées.
- Etiquetage réglementaire.

Les déchets seront ensuite évacués - par l'entreprise et sous sa responsabilité - vers :

- un centre d'enfouissement technique de classe I le plus proche ou vers la filière de revalorisation la plus proche (INERTAM) pour ce qui concerne les poussières et débris aspirés ;
- un centre de stockage de classe III aménagé et autorisé à recevoir ce type de déchets pour ce qui concerne les éléments en amiante ciment et fibro ciment.

L'entreprise est tenue de fournir un certificat d'acceptation de ces déchets (BSDA) avant leur transport.

La fourniture des bordereaux et étiquetage des bigs-bags, palettes et autres moyens de conditionnement sont à la charge de l'entreprise et respecteront la réglementation en vigueur.